

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Guerre-de-l-Eau-a-Cochabamba-Bolivia>

Guerre de l'Eau à Cochabamba, Bolivia.

- Argentine - Économie - Privatisées - Services Publics : eau, électricité, ordures, etc -

Date de mise en ligne : mercredi 19 décembre 2001

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Claude PARRY

[Hydraulique Sans Frontières](#)

Avril 2000

Pénuries

En 1996 une mission HSF composée de Michèle et Brice Wong, de Damien Rambuteau et d'Isabelle Junet, avait visité en compagnie d'une ONG bolivienne (CIDRE) le bassin semi-aride de la vallée de Cochabamba enchâssé dans les Cordillères à une altitude moyenne de 2 500 m. Elle avait pu alors constater l'assèchement des nappes superficielles et de fréquentes coupures d'eau au robinet.

Depuis, la situation s'est encore aggravée. La population a explosé, à l'image de Cochabamba, la 4ème ville du pays (570.000 h) qui a gagné 170.000 habitants au cours des dix dernières années. La régie municipale (Semapa) n'a pas les moyens financiers de moderniser un réseau vétuste, avec de nombreuses fuites et sur lequel s'effectuent parfois des branchements clandestins. En ville un peu plus de la moitié de la population a accès à l'eau potable, mais seulement pendant 5 heures par jour. Dans les zones rurales le chiffre tombe à 40 % et une partie des villages et des faubourgs doit être ravitaillée par camions. Les paysans ont de plus en plus de mal à irriguer leurs champs de légumes, de maïs ou de pommes de terre. Le réseau d'assainissement traite de plus en plus difficilement la moitié des eaux usées. Les gens sont condamnés à boire de l'eau non potable et des épidémies de choléra ressurgissent périodiquement à Cochabamba.

Pour accroître la ressource, il n'y a qu'à regarder la Cordillère de Tunari (5.000 m) toute proche, avec ses glaciers et ses lacs. D'où le projet Misicuni, le plus important de toutes les Andes : un barrage à 4.000 m, une centrale hydroélectrique en fond de vallée et un tunnel de 20 km pour acheminer l'eau en direction de Cochabamba. Mais il y en a pour plus de 300 millions de dollars. Comment trouver un investisseur ? Pour attirer le privé il faut concéder les ressources.

Une privatisation autoritaire et totale (1999)

Cette situation était suivie de près par la Banque Mondiale qui estimait que les services publics étaient incapables de gérer l'eau et de moderniser les réseaux. Elle a donc, à plusieurs reprises, fait pression sur le gouvernement pour qu'il mette en oeuvre son credo économique : faire intégralement payer l'eau aux usagers, interdire toute subvention destinée à rendre la facture moins douloureuse. Elle a menacé de suspendre son aide si la privatisation de l'eau n'était pas réalisée dans les grandes villes boliviennes. Les milieux politiques et syndicaux nationaux décidèrent alors de franchir le pas.

En 1999, sans aucune concertation avec les régies ou les représentants des usagers, on vote à la va-vite une loi de privatisation qui touche la totalité de la ressource : captage des eaux en montagne et dans les nappes, distribution, évacuation et traitement. En application de cette loi, la gestion de l'eau est confiée pour 40 ans à des filiales de multinationales : Aguas del Illimani (Lyonnaise des Eaux) à la Paz, Aguas del Tunari à Cochabamba. Cette dernière est un consortium international dominé à 55 % par International Water Limited (filiale d'une entreprise californienne de construction, propriété de Bechtel, la 71ème fortune des Etats Unis) associé à l'Italien Edison et à une entreprise espagnole. L'une des 4 entreprises boliviennes qui se partagent le reste (10 %), IEC Ingenieros, appartient à un bolivien particulièrement influent dans la vie politique du pays. D'ailleurs, bizarrement, Aguas del Tunari a été la seule entreprise à répondre à l'appel d'offre et le contrat d'adjudication est demeuré secret.

Aguas del Tunari a décidé de faire payer immédiatement au million d'habitants du bassin, en plus de la fourniture

d'eau, le projet Misicuni dont on prévoit que les travaux s'achèveront en 2007, par conséquent avant même que la population n'en bénéficie. Brutalement elle décide, fin 1999, une augmentation des tarifs : au lieu de la majoration annoncée (35 %) la plupart des habitants voient le montant de leur facture doubler et même tripler ! Les usagers doivent, en plus, payer leur compteur. Dans les campagnes, les propriétaires des puits sont assujettis à la taxe sur les eaux usées. Pire, les paysans doivent maintenant payer l'eau d'irrigation. C'est la révolte.

La guerre (Janvier-mai 2000)

Ces mesures blessent profondément les 15 000 agriculteurs quechuas qui apprennent qu'ils ne sont plus, du jour au lendemain, propriétaires de l'eau qu'ils ont puisée gratuitement dans le sol depuis des générations. Les voilà réduits à l'état de clients de la compagnie. Pour les citadins la note est insupportable. Les plus pauvres doivent désormais choisir entre l'eau et la nourriture. Il ne faut pas oublier que la Bolivie est le pays le plus pauvre de l'Amérique du Sud : le salaire mensuel moyen n'y dépasse pas les 100 dollars. Or la facture qu'ils reçoivent chaque mois est de 20 dollars. Les associations de quartiers et la Semapa rappellent alors à la Multinationale que les habitants des faubourgs en voie d'urbanisation ont souvent participé à l'achat et à la pose des canalisations. En même temps ils calculent que les recettes cumulées sur 7 ans couvrent deux fois les dépenses du projet Misicuni ! Deux accidents du travail survenus lors du forage du tunnel montrent que la société en prend à son aise avec la sécurité du travail.

En janvier 2000 éclate "el paro civico", la grève qui paralyse la ville et coupe, pendant 4 jours, l'artère vitale du pays, la route Santa Cruz-La Paz. Aguas del Tunari promet alors une révision de ses tarifs. Mais la société civile s'organise : syndicats locaux, organisations agricoles, groupes de défense des usagers, mouvements écologistes créent une "Coordination de Défense de l'Eau et de la Vie" (Coordinadora).

En février, rien n'a changé. La coordination appelle à une marche pacifique qui draine dans le centre ville une foule considérable : paysans venus à pieds depuis leurs lointains villages, ouvriers et employés, chômeurs, avec beaucoup de jeunes et de femmes. On brûle les factures d'eau. Mille policiers venus de la Paz (ceux de Cochabamba ne sont pas sûrs) la dispersent en utilisant les gaz lacrymogènes (deux personnes deviennent aveugles). La compagnie promet alors le gel des prix jusqu'en novembre. Mais la Coordination organise une consultation populaire. Son verdict est sans appel : refus de toute augmentation, dissolution de Aguas del Tunari.

En avril, nouvelle poussée de fièvre. En tant que Président élu, Hugo Banzer a voulu faire oublier ses 7 ans de dictature (1971-1978). Mais chassez le naturel, il revient au galop. Banzer essaie de discréditer le mouvement en l'accusant d'être aux mains des narcotrafiquants. Il proclame l'état de siège, interdit les réunions, fait occuper les radios locales par l'armée. Toute manifestation est violemment réprimée. Dans tout le pays parviennent les images de la télé montrant un capitaine de l'armée, habillé en civil, tirant derrière une rangée de policiers. La répression fait un mort (un jeune de 17 ans) et 175 blessés. Et alors que sous la houlette de l'archevêque de Cochabamba une négociation s'était engagée avec les responsables de la Coordination, ceux-ci sont arrêtés en pleine nuit. Toute la Bolivie se soulève, ou presque. Des troubles graves éclatent dans 5 départements, entraînant chômeurs, paysans, fonctionnaires. Dans plusieurs villes des policiers, mal payés, refusent d'obéir aux ordres. Un soutien international commence à s'organiser.

Le 10 avril, le gouvernement capitule : la loi sur l'eau est abrogée, Aguas del Tunari est dissoute, le projet Misicuni est abandonné. Les cadres de la compagnie s'enfuient, emportant les dossiers et le matériel informatique. La société porte plainte auprès d'une cour internationale dépendant de la Banque Mondiale et réclame une indemnité de 20 millions de dollars à la Coordination de l'Eau et de l'Economie familiale qui vient de la remplacer. Quelques mois après, Banzer démissionne et quitte la Bolivie pour se faire soigner aux Etats Unis.

La nouvelle régie hérite des problèmes antérieurs : accroissement démographique, épuisement des nappes, réseau obsolète, pollution. En plus l'Etat lui demande le remboursement de ses dettes : 40 millions de dollars. Elle doit se

Guerre de l'Eau à Cochabamba, Bolivia.

résoudre à augmenter les tarifs, mais de façon modérée (3 à 5 %). Des projets alternatifs au projet Misicuni, dont l'utilité est contestée par certains, sont à l'étude. HSF pourrait, à ce propos, rappeler l'étude qu'elle a faite pour améliorer un de ces projets alternatifs, le projet Calzonani. (voir H20 N° 16).

Ce conflit illustre le fonctionnement de notre société. La Bolivie connaît depuis dix ans une vague de privatisations des services publics : l'eau, les trains, la compagnie nationale d'aviation. Or ces services ne s'en trouvent pas forcément améliorés comme on peut le constater avec la suppression de lignes de chemin de fer. Un contrôle local de l'eau est indispensable pour que soient prises en compte, en pleine transparence, les priorités sociales dans la fourniture d'un bien qui, lui aussi, n'est pas une marchandise. Ces débats devraient être au coeur de la campagne présidentielle bolivienne en cours mais il est à craindre qu'ils ne débouchent pas sur une avancée, tant sont lourdes les pesanteurs politiques de ce pays.